

# Une école «hors les murs»

PAR VALÉRY WITSEL,  
COMMISSION JUSTICE ET PAIX

Tout le monde s'accorde sur un point: l'école a pour mission d'émanciper! Mais que recouvre ce terme? Pour certains-es, une personne émancipée est une personne indépendante financièrement, formée à intégrer le marché de l'emploi et à participer «au fonctionnement de la société». Pour d'autres, c'est la capacité à exercer «son esprit critique» et à se rendre solidaire de projets pour des changements d'organisation sociale. Ce terme, par ses multiples sens, peut recouvrir des logiques différentes, voire contradictoires. Mais de quelle «émancipation» l'école devrait-elle davantage se montrer porteuse? Face à ces questions, la *Commission Justice et Paix* a entrepris de réfléchir et a publié l'étude «Une école hors les murs. Transmission, Émancipation et Citoyenneté», qui est le fruit d'une collaboration entre permanents et volontaires, avec comme objectif de contribuer à l'actuel débat public sur l'avenir de l'école<sup>1</sup>.

Les structures et les modes d'organisation de l'école d'aujourd'hui tendent essentiellement à préparer les jeunes à intégrer le monde du travail. En attestent les logiques d'évaluation, de classement, de performance, de redoublement et d'orientation. Les élèves sont divisés et valorisés principalement en fonction de leurs points,

donc de leurs performances individuelles dans des matières scolaires. Ce dispositif induit un rapport de compétition et de division, qui se retrouve dans le monde professionnel. À l'inverse, la justice, le bien commun ou la solidarité, conditions nécessaires à l'émergence d'une société «meilleure», sont trop peu mis en œuvre dans la «vie scolaire», quelles que soient les logiques de résistance déployées par bon nombre d'enseignants-es et d'éducateurs-rices.

Dans ce contexte institutionnel, les connaissances apprises tendent à être réduites à des procédures ou à de simples instruments pour acquérir des «compétences» ou un diplôme. Elles ne sont appréhendées qu'à travers des normes quantitatives (les points). Les activités «non rentables» sont dévaluées au profit des activités «rentables». Tout un dispositif pousse à donner cours ou à étudier uniquement en vue de résultats. Dans ce contexte, on ne doit plus s'étonner du manque de passion ou de curiosité d'un grand nombre d'adolescents-es, voire même de certains enseignants-es, pour tout savoir «gratuit», «désintéressé». L'omniprésence de l'approche par résultats crée un désenchantement profond chez les jeunes. L'épanouissement s'efface devant la logique froide du chiffre. Or, le goût d'apprendre, de lire et de s'ouvrir à d'autres façons de penser devrait être cultivé pour que les jeunes puissent se constituer un fonds culturel, un bagage nécessaire à la compréhension du monde dans sa complexité.

Selon nous, l'école gagnerait beaucoup à s'inspirer des processus et méthodes à l'œuvre dans d'autres «aires éducatives» comme l'éducation permanente dont une des missions principales consiste à permettre aux adultes de comprendre le monde dans lequel ils évoluent pour pouvoir le transformer. Dans le même ordre d'idées, l'école doit permettre aux jeunes d'avoir les moyens de se confronter au réel dans sa globalité pour participer à l'élaboration d'une société plus juste, désirable et soutenable. Une réelle émancipation est à ce prix! Aujourd'hui, l'individualisation de plus en plus marquée dans notre société rend de plus en plus difficile la démarche de transformation collective. Dans ce contexte, il est indispensable de redonner à l'école la place centrale qu'elle aurait toujours dû avoir. Ce qui est en jeu, c'est la résistance à une organisation sociale qui freine, globalement, la capacité critique et émancipatrice des futurs-es citoyens-nes. Une piste concrète: pourquoi ne pas réserver, par exemple, les après-midis scolaires (au cours desquelles l'attention des élèves diminue) à des projets transdisciplinaires, comme du journalisme citoyen, des activités associatives, la réalisation de pièces de théâtre ou encore la création de potagers collectifs? Ces activités «hors des murs» physiques (la classe) et symboliques (filières et options) permettraient aux jeunes d'origines multiples d'agir ensemble, de retrouver du sens à leur apprentissage et de participer à l'évolution de leur cadre de vie. Ces activités permettraient une réelle intégration de la démocratie. Plus encore qu'un cours de «philosophie et de citoyenneté», sans remettre en question son existence ou sa nécessité, c'est un changement de la vie scolaire qui est indispensable pour former les citoyens-nes de demain! Les défis de notre société sont colossaux: inégalités sociales croissantes, relations de travail déshumanisantes, bouleversement climatique, montée inquiétante des discours identitaires... etc. Aujourd'hui, vu l'accumulation des crises, le statu quo est devenu plus risqué qu'un processus de transformation profond de notre société. C'est grâce à une école qui apprend à coopérer et qui libère le potentiel créatif de notre jeunesse que notre génération d'êtres humains sera à la hauteur des enjeux inédits de notre époque. Il s'agit de mobiliser l'action citoyenne et de développer la capacité d'imaginer, de se projeter dans de nouvelles manières d'organiser la vie en société. ■

